

8 février 2013

Communiqué de presse

« Pourquoi investir dans l'emploi » ?

L'EFSI et la FESP présentent une étude européenne sur le coût du non-emploi

Une étude européenne indique que le coût pour les finances publiques d'un demandeur d'emploi plaide pour le recours aux politiques de soutien à l'emploi, dont celles qui permettent le développement des services à la personne.

La Fédération du service aux particuliers (FESP), représentée par Maxime Aïach son Président et Jérôme Bedouk, (AXA assistance) membre de la FESP et du comité de suivi de l'étude et l'*European federation for services to individuals* (EFSI), également représenté par sa Directrice Aurélie Decker, ont présenté jeudi 7 février 2013 dans les salons du MEDEF, les résultats d'une étude européenne sur le coût du chômage dans six pays de l'Union européenne¹.

Alors même que le nombre de demandeurs d'emplois s'élève à 25,3 millions de personnes en Europe, l'étude indique qu'un demandeur d'emploi coûte aux finances publiques entre 18 008 € et 33 443 €. Les résultats mettent en outre l'accent sur la nécessité d'une politique de soutien aux services à la personne et sur les avantages d'une telle politique.

L'étude examine également le coût du chômeur au regard du profit procuré par une personne active en Belgique (33 443 €), France (28 737 €), Suède (26 905 €), Allemagne (25 550 €), Espagne (19 991 €) et Royaume-Uni (18 008 €). L'EFSI souligne que le potentiel de 5,5 millions d'emplois que le secteur pourrait créer dans l'Union européenne ne pourra être exploité que si les Etats membres mettent en œuvre des mesures soutenant le développement du secteur, et contribuant à sortir de l'ombre des milliers de travailleurs non déclarés pour les amener dans l'économie formelle.

Pour la France, le coût nominal par chômeur est de 28 737 € annuels. Ce coût est largement supérieur aux 11 883 € de dépense publique annuelle pour chaque personne en emploi équivalent temps plein. Ainsi, le coût du chômage est-il supérieur aux coûts et pertes de revenus engendrés par les mesures de soutien au secteur des SAP. Ce soutien s'avère, de fait, vertueux pour les finances publiques en entraînant une augmentation des recettes fiscales. Il permet également de formaliser des contrats de travail en luttant contre l'économie informelle et illégale, et présente un intérêt social considérable, en termes notamment de réinsertion, de formation qualifiante, et d'accès à l'emploi pour les femmes.

Maxime Aïach s'est félicité de la réalisation de cette enquête souhaitée par la FESP, en soulignant que celle-ci complète celle réalisée en juin 2012, par le Cabinet Oliver Wyman *Bilan économique et enjeux de croissance*².

Télécharger l'étude complète sur le site de la FESP : <http://www.fesp.fr/actualite/pourquoi-investir-dans-lemploi-une-etude-sur-le-cout-du-chomage>

Contact presse FESP : 01 53 85 40 80

¹*Pourquoi investir dans l'emploi ? Une étude sur le coût du chômage*, Idea Consult, décembre 2012

²- *Services à la personne : bilan économique et enjeux de croissance*, Oliver Wyman, juin 2012
(<http://www.fesp.fr/actualite/les-aides-aux-services-domicile-rapportent-26-milliards-deuros-letat>)